

# Dossiers Publics

Périodique de documentation genevoise  
Septembre-Octobre 1992

n° 85

## PAUVRETÉ

Ces 15% de Genevois  
qui côtoient la misère

## TOURISME GENEVOIS

La réputation ne suffit plus

Genève  
écrit

Université

Expositions

Genève  
économique



Prévention: une panacée  
à sens variables

Que deviennent les lois?

Soixante ans  
de vie ouvrière

Le recyclage intelligent

# PAUVRETÉ

## Ces 15% de Genevois qui côtoient la misère

**En Suisse, ils sont un demi-million à vivre dans des conditions précaires, bien plus nombreux qu'on ne l'imaginait... Le monde politique se donne bonne conscience en ouvrant le débat sur un salaire minimal offert à tous les citoyens. Mais aucune remise en question de la société et des mécanismes qui poussent les gens à perdre pied n'est amorcée. On s'apitoie, mais on préfère fermer les yeux.**

Les autorités et les médias découvrent avec effarement le nombre de personnes qui, dans l'ombre, ont toutes les peines du monde à nouer les deux bouts. Après que le canton du Tessin eut l'idée de recenser ses pauvres, Neuchâtel, le Jura, Berne et le Valais annoncent des résultats alarmants: de 10 à 15% de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté. A Genève, cela correspond à 57 000 personnes, qui ne gagnent pas la moitié du salaire moyen perçu dans le canton. Ces chiffres ont

étonné l'administration fédérale, qui a lancé une enquête sur l'ensemble du pays.

La Suisse n'est pourtant pas une exception parmi les pays riches. Dans la plupart des pays industrialisés, la pauvreté semble augmenter en même temps que le bien-être général. Mais être pauvre dans nos sociétés ne signifie pas forcément manquer de nourriture ou de toit. C'est aussi ne jamais pouvoir quitter la ville ou se payer des habits neufs, bref, devoir se priver de tout ce que la plupart des gens peuvent s'offrir.



Cette nuance explique peut-être pourquoi les travailleurs sociaux et les pauvres eux-mêmes n'aiment pas ce vocable. Il fait ressurgir en nous l'image des hordes de mendians du Moyen Age ou des affamés du tiers-monde. Pourtant, la pauvreté n'a pas toujours été honteuse dans l'histoire. Les premières communautés chrétiennes avaient une certaine considération pour les indigents, qu'ils voyaient comme l'expression vivante de la

souffrance du Christ. Mais au Moyen Age, les seigneurs les tenaient à l'écart, car leurs révoltes contre les priviléges des riches menaçaient l'ordre public. Au XIXe siècle, l'industrialisation transforme les pauvres en classe ouvrière, dans laquelle les patrons viennent puiser les forces de travail dont ils ont besoin. De nos jours, on s'accorde à définir la pauvreté comme l'impos-

sibilité de disposer des ressources permettant d'atteindre un niveau de vie moyen dans une société.

### COLS BLANCS ET PAUVRETÉ

Les suites des récessions mondiales de 1974 et des années 80 ont amené dans le langage le

concept de «nouveaux pauvres», pour désigner les victimes de la conjoncture économique. Aux yeux de Gérard de Rahm, enseignant à l'Institut d'études sociales, cette distinction des pauvres selon leur ancienneté est aussi suspecte que celle qui se fonde sur le mérite: «On n'est pas plus nouveau pauvre qu'on n'a mérité de devoir demander assistance.»



Noël Constant: «Depuis deux ans, des gens «propres en ordre» échouent à la Coulou»

Les catégories dans lesquelles les Etudes sociales classent les nécessiteux n'ont d'ailleurs pas changé. Ils se comptent toujours parmi les femmes, les personnes âgées, les travailleurs sous-payés et les chômeurs. Mais les chômeurs d'aujourd'hui ne se recrutent plus uniquement parmi les travailleurs de l'industrie. Les employés du secteur tertiaire sont les premiers à perdre leur travail. Ces licenciés se sentent d'autant plus isolés qu'il n'existe

presque pas de tradition syndicale chez les cols blancs.

Brusquement sans le sou, certains d'entre eux échouent à la «Coulou», refuge autogéré ouvert par l'association Carrefour. Noël Constant, l'initiateur et le responsable des lieux, n'en croyait pas ses yeux lorsqu'il a vu pour la première fois, il y a deux ans, des gens «propres en ordre» venir s'installer au 4, rue de la Coulouvrière. Depuis, il prétend ne plus compter les avocats, méde-

cins, employés de banque, commerçants ou ingénieurs qui se retrouvent sur le pavé.

### LA CHUTE

Lunettes épaisse et cheveux bien coupés, un ancien employé de banque attend le repas servi gratuitement au Caré, dans le quartier des Acacias. Au-dessus des tables en formica pointent des barbes en bataille et des longues tignasses qui n'ont pas vu le coiffeur depuis longtemps. Pour quelles raisons cet homme qui a porté veston-cravate pour aller au travail vient-il à cette soupe populaire, dont il ne partage pas encore l'ambiance chaleureuse? Il ne veut pas en parler et préfère s'étendre sur les révélations d'un «Temps présent» consacré à l'argent détourné par la mafia. Une causerie qu'il conclut avec un brin de regret: «Notre monde est dirigé par le capital.» Les crises provoquent une chute de l'emploi. Or, dans nos socié-



Jean-Marie, au Caré, distribue soixante repas gratuits chaque jour de la semaine

tés occidentales, le travail est considéré à la fois comme une nécessité matérielle et un devoir moral, et surtout comme la voie privilégiée vers la réussite personnelle. Se trouver sans travail ouvre la porte au besoin et à la culpabilité, et provoque souvent une perte d'estime de soi.

### LA MORT DES PETITS BOULOTS

Aujourd'hui, les jeunes remettent en question les valeurs de contrainte morale et d'épanouissement personnel du travail. Un sondage révèle la disparition de l'idée de carrière chez les futurs employés au profit des petits boulot, qui préservent une apparence de liberté. Mais par ces temps de récession, ces emplois fragiles sont des proies toutes désignées pour les entreprises en mal de restructuration. De plus, 40% des chômeurs recensés par l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) ont

entre 15 et 29 ans. Une situation alarmante qui peut aggraver les problèmes de drogue, d'alcool et de délinquance chez les jeunes. Nous ne parlerons pas dans ce dossier de la pauvreté liée à la consommation de drogues dures, car ce phénomène ne dépend pas étroitement de la conjoncture économique. Notons cependant l'étonnement d'Alexandre Blatter, le responsable du Bateau, amarré près du Jardin anglais, devant la perte d'éthique dans la défonction des jeunes: «Autrefois, on se pinquait pour tenter une recherche de soi, même factice. Mais aujourd'hui, les drogués n'ont plus ces illusions; ils ne cherchent que leur propre destruction».

### «JE CONNAIS MAINTENANT TOUS LES MUSÉES DE LA VILLE»

Mathias a connu successivement la défonction, l'alcool et l'excitation d'un travail fébrile, à la poursuite d'argent et de reconnaissance so-

ciale. Il est revenu de toutes ces expériences, même de celle qui répondait aux attentes de la société: «Travailler comme un fou pour payer un loyer de 1000 francs, c'est pas pour moi.» Dans la villa Beaulacré, confiée par la municipalité de Genève à Noël Constant, il laisse la vie s'écouler pendant une année «sabatique» en cultivant son jardin. De cette société broyeuse d'individus, Mathias n'en veut plus. A 36 ans, il en totalise dix de galère éthylique, passées en partie sur la route des Indes jusqu'en Extrême-Orient. De retour au pays, il vit cinq ans sans domicile fixe. «Sans-abri, c'est une situation que je n'aurais jamais imaginée.» Il se souvient très bien de ses entrées dans les bistrots qui ouvrent à 4 heures du matin pour y passer la journée et n'en plus ressortir jusqu'à la fermeture. «Dès l'aube, j'avais tellement mal à la tête et peur de tout que je buvais un litre de vin, puis un deuxième litre.» La bourse vide après quelques litres, il fallait partir en quête d'argent. «Ce n'est pas

## Bibliographie sommaire

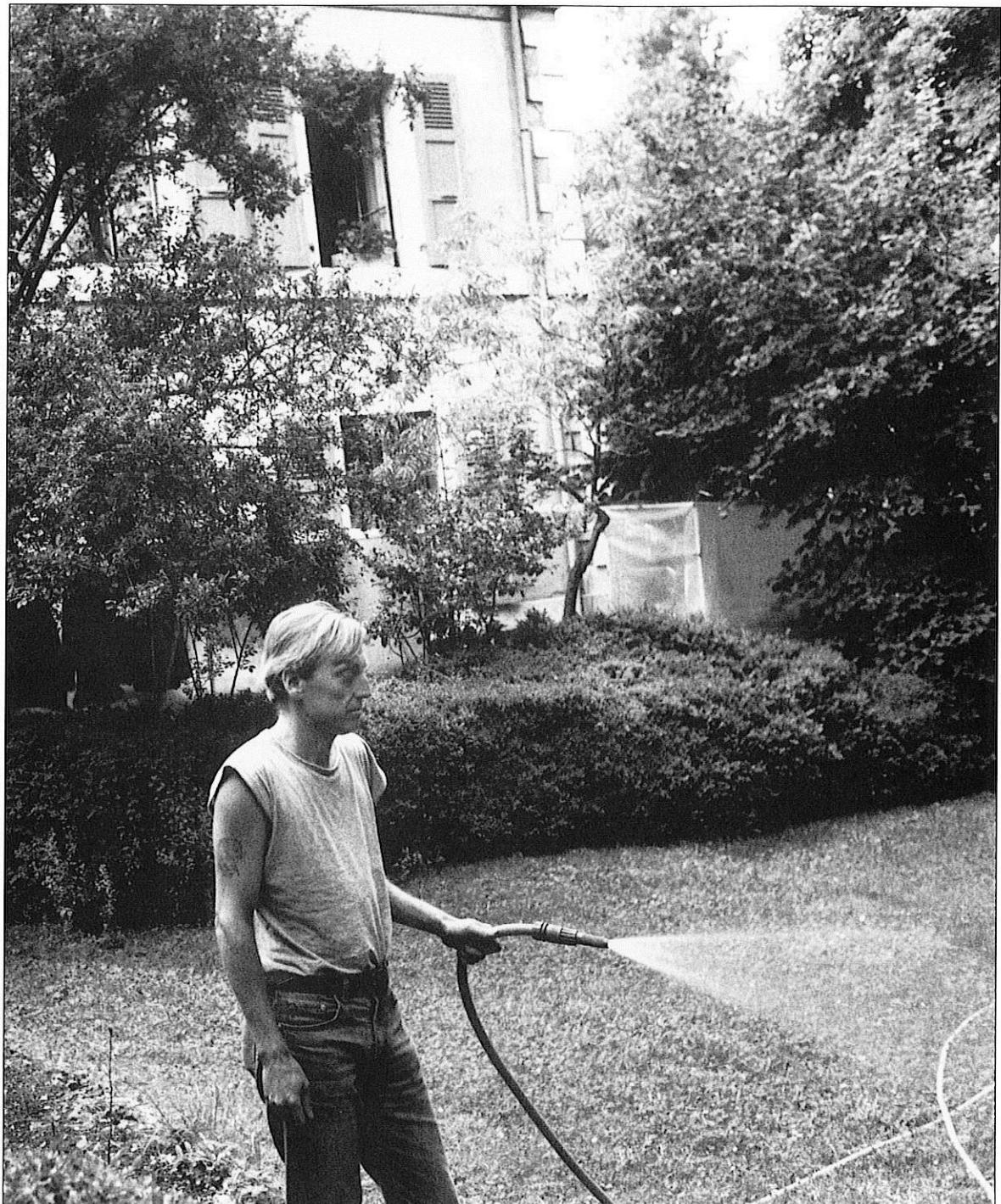
Populations défavorisées et pauvreté: Quelques aspects de la politique sociale en Suisse. A.-L. Du Pasquier et M. Saillant-Eckmann. Institut d'études sociales. Genève, 1991.

Face à la pauvreté: Politique sociale, assistance publique et travail social. C. Beer, F. Felix, D. Bianda, N. Gianora. Institut d'études sociales. Genève, 1988.

Vivre à l'assistance: argent, gêne et malentendus. Hospice général. Genève, décembre 1991.

Femmes pauvres dans ville riche. F-Information, Bureau de l'égalité. Genève, 1991.

Femmes suisses: pauvreté, la machine infernale. Genève, 1989.



Mathias, toxicomane guéri et alcoolique repenti, trouve à la villa Beaulacré un calme propice à la réinsertion

très difficile de trouver de l'argent: il y a toujours quelqu'un d'assez tenant tous les musées de la ville. Dans la rue, on est toujours sur les nerfs, à la merci du premier flic pour le souvenir. Sur la table trônnent deux bières Ex et un bouquet de roses. Aujourd'hui, Mathias prend le temps d'apprécier qui te demande tes papiers.» Deux ans, Mathias n'a plus touché d'alcool, même si les deux voyageant stationner d'étranges visiteurs aux yeux vitreux: «On était plusieurs à venir y chercher un peu de chaleur. Je connais main-

tenant tous les musées de la ville. Dans la rue, on est toujours sur les nerfs, à la merci du premier flic pour le souvenir. Sur la table trônnent deux bières Ex et un bouquet de roses. Aujourd'hui, Mathias prend le temps d'apprécier la beauté d'un rayon de soleil reflété par une goutte de rosée, comme un malade qui revient de loin, ou comme un amoureux. Il est peut-être tous les deux...



Un pensionnaire de la Coulou apporte les invendus que le boulanger du coin met chaque jour de côté

### ARISTOS DE LA CLOCHE

Parmi ceux que la société a rejetés à la rue parce qu'ils ne s'adaptent pas à ses lois, certains disent avoir choisi la vie de clochard. Un luxe bien particulier les distingue: ils savent rire des aspects parfois ridicules que provoque leur situation en porte-à-faux. Nous les appellerons les aristocrates de la cloche, parce qu'ils se sentent un peu au-dessus de la mêlée et refusent avec force le statut de marginaux: «Ce n'est pas moi qui ne veut plus de la société, c'est elle qui me fout dehors!» s'exclame André. «On n'est pas forcément paumé si on n'a pas de boulot. Être paumé, c'est ne pas avoir d'amis ni d'endroit pour dormir, comme lorsque tu tombes dans un milieu dont tu ne connais pas les familles. Nous, on se débrouille.» Trois de ces «débrouillards» se donnent rendez-vous le matin près de la gare, c'est leur «premier bureau». Chacun vient d'un squat, de la maison d'un copain ou de la Coulou. Première rencontre, premiers coups de Jumilla. Après quelques heures, chacun va faire son «business», qui traite de revente de cigarettes ou de bouteilles volées et de crocheting de machines à sous. Deuxième rendez-vous le soir, après le repas gratuit pris au Carré. Les trois compères font le bilan de la journée, sans partager les bénéfices. Sous la pluie ou les premiers flocons, le Jumilla continue de leur tenir chaud. Chacun a une famille quelque part en Suisse romande, voire même un certain capital auquel il ne veut pas toucher. Ils ont presque tous eu maille à partir avec la justice, pour des refus de servir sous les drapeaux ou autres délits mineurs. Mais aucun ne se présente jamais au procès ni au jugement. Ils racontent d'ailleurs leurs arrestations comme d'anciennes recrues évoquent une bonne blague faite à un supérieur: le poste de police devient l'Amicale de Carl-Vogt, et les complices se transforment en «compagnons de misère». En somme, ils vivent en parasites sur le système économique, comme des oiseaux qui se nourrissent de miettes sans jamais prendre part à la production du pain. Mais cette attitude somme toute plutôt sympathique cache souvent une démission totale du rôle de soutien de famille.

Marginaux ou pas, ces «débrouillards» ne touchent souvent aucune prestation sociale. D'où les difficultés des travailleurs sociaux à déterminer leur nombre. Les estimations varient entre 40 et 300 personnes pauvres, qui échappent à toute institution. Une population difficile à appré-

hender, à laquelle la République applique le traitement réservé aux populations déviantes: enfermement en prison, foyer du type Armée du salut, ou cure de désintoxication.

### UNE RÉINSERTION DIFFICILE

Des cures de désintoxication, Michel en a connues plusieurs, et presque autant de rechutes. J'ai toujours voulu pousser les gens à bout, pour voir s'ils m'aimaient.» Ce n'est pourtant pas un désarroi affectif qui l'a poussé à vivre «sa vie d'artiste», même si la mort de son père marque le début de ses débordements dans la consommation d'alcool. Etudiant tessinois à l'époque où Piaget enseignait, il se laisse emporter par la tornade de Mai 68: aux examens de psychologie, il rend feuille blanche et descend dans la rue. Alors commence l'engrenage des petits boulot. L'alcool prend une place toujours plus grande dans sa journée et fait avorter toutes ses tentatives de formation dans le domaine social. Aujourd'hui, Michel, 57 ans, arbore une magnifique chevelure poivre et sel, encadrant des yeux clairs sur une barbiche à la d'Artagnan. D'une courtoisie raffinée, il est vêtu avec soin, presque avec coquetterie. Mais, de-



Gérard prépare sous les ponts la venue des extra-terrestres

puis 1990, il se sent véritablement confronté au dénuement. Avec l'aide d'assistants sociaux, il a enfin pu obtenir un toit: «Quelle sécurité de sentir dans ma poche les clés de mon studio! Je peux rentrer chez moi quand je veux et aller dormir quand bon me semble.» En plus de cette liberté retrouvée, Michel cherche une nouvelle vie en société. Mais pour y parvenir, il veut d'abord retrouver son identité. Son rêve, si une fée bienfaisante venait à passer devant ses fenêtres? Il aimerait pouvoir exposer dans une galerie des photos qu'il pourlèche avec un grand

amour du détail: «Une exposition avec vernissage et cartons d'invitation, où ma recherche serait enfin reconnue.»

#### **CEUX QUE LA SOCIÉTÉ REJETTE**

Si la marginalisation est vue comme l'incapacité de s'identifier aux modèles de vie dominants d'une communauté, ceux qui souffrent de problèmes psychiques sont les premiers à être rejetés de la société. Des personnes au comportement parfois étrange promènent leur so-

litude dans la ville, depuis que les établissements psychiatriques ont pris le parti de les laisser circuler librement.

Marc est intelligent et instruit, mais il garde une grande fragilité psychologique qu'il attribue à l'éducation de ses parents. Cette instabilité lui a fait perdre de nombreux postes de travail. Gérard, lui, n'a pas vu de douche depuis bien longtemps. Mais la poussière incrustée dans ses cheveux et les chaussettes crasseuses qu'il enfile dans des pantoufles de gym qui ont connu le déluge ne semblent pas le gêner. Ses yeux clairs rivés vers l'infini,



Maurice s'est racheté une nouvelle dignité. Mais il a laissé sa santé dans la déche

il explique par bribes qu'il prépare la venue des extraterrestres. Une activité à laquelle il consacre une bonne partie de ses journées, en inscrivant des combinaisons de chiffres et de lettres sur des bouts de papier. Bien qu'il ait son lit à la Coulou,

il lui arrive souvent de dormir sous un pilier du pont du chemin de fer, enroulé dans un morceau de moquette. Relégué sur la planète des cas «psy», Gérard, comme bien d'autres, échappe à toute récupération morale de la part des institutions sociales.

#### **SORTIR DE LA ZONE: POSSIBLE**

Cependant, se sortir de la zone reste encore possible, même si beaucoup soulignent que les ennuis de santé et d'argent se décla-

rent avec plus d'acuité dès le moment où ils décident de les assumer sans la boisson.

A 59 ans, Maurice a l'impression d'avoir vécu sa vie comme une perte de temps. Le plus grave à ses yeux, c'est d'avoir laissé sa santé dans la déche. Ses journées s'étaient transformées en une longue saoulerie, du lever au coucher du soleil. Et, pour abriter son sommeil éthylique, il ne connaît plus que les caves et les halls d'entrée d'immeubles. En 1988, il décide de tourner définitivement le dos aux ivresses répétées. «Depuis que j'ai arrêté de boire, je suis vraiment redevenu quelqu'un. Aujourd'hui, je le prouve!» Et il produit tous les papiers officiels à son nom, abonnement à «L'Illustré» compris. Mais la preuve de sa renaissance à la société réside peut-être davantage dans l'équipement complet de son appartement des Pâquis, tenu avec un soin méticuleux: des biscuits accompagnent même le café servi dans des tasses de porcelaine fine. Il n'a pas voulu emménager dans un trois-pièces, pour ne pas être obligé d'héberger son frère toujours dans la zone. Il est bien décidé à se débarrasser aussi de son tuteur et du dossier qu'il traîne à l'Hospice général. Car Maurice va prendre femme. Sa promise vient du Maghreb, elle l'a emporté sur les 29 prétendantes qui ont répondu à son annonce matrimoniale publiée dans GHI. Tout est prêt pour l'accueillir: les casseroles sont neuves et l'aspirateur fonctionne. Pour Maurice, ça ne fait pas de doute: «Quand on a une femme, on n'a plus besoin de tuteur!»

### LA PAUVRETÉ SE CONJUGUE D'ABORD AU FÉMININ

Si les femmes font parfois office de bouée à laquelle certains espèrent s'accrocher pour refaire surface, elles sont souvent les premières concernées par l'appauvrissement. Une misère souvent invisible, car disséminée dans la ville et cachée derrière une apparence digne. A Genève, les femmes forment pourtant 60% de la population la plus pauvre.



ATD Quart-monde organise des animations pour les enfants qui vivent cachés dans les immeubles

F-Information et le Bureau de l'égalité ont publié l'an passé une enquête portant sur plus de 400 femmes qui ont fait appel à l'un des trente services sociaux ou associations féminines du canton. C'est l'enquête la plus fouillée sur la pauvreté au féminin. Il y a trois ans, la Fédération romande des consommatrices estimait à 6077 francs le revenu nécessaire à une famille avec deux enfants pour vivre au bout du lac. Les mères de famille qui ont répondu au questionnaire de F-Information ne disposent que de 4400 francs en 1991.

L'une des premières causes de l'appauvrissement des femmes est la faiblesse de leurs revenus. Des salaires inférieurs à 2000 francs par mois pour un plein-temps ne sont pas rares. «Quand j'ai commencé à travailler dans une imprimerie», remarque une dame de 40 ans, «je gagnais 1776 francs. J'ai donc dû contracter des dettes pour pouvoir vivre». Cependant, beaucoup de femmes ne peuvent travailler qu'à temps partiel, à cause des enfants dont elles ont la charge. D'autres optent pour des activi-

tés temporaires, notamment dans les grands magasins et dans l'administration publique. Ces activités, souvent rémunérées à l'heure, à la tâche ou à la journée, n'offrent aucune garantie d'emploi.

Sur la table de la cuisine, il arrive que le coupe-papier se laisse submerger par les commandements de payer. Il n'est pas rare que les femmes franchissent le seuil du bureau d'Alain Chappod, l'un des assistants du Centre social protestant, avec un sac Migros plein de lettres pas même décachetées. Contrairement à l'Hospice général, le Centre social protestant ne fait pas d'assistance, mais il aide à gérer les budget de ceux qui se sont endettés.

### HANDICAP PROFESSIONNEL

Les femmes gagnent peu en premier lieu parce qu'elles ne possèdent souvent pas tous les papiers qui attestent d'une formation professionnelle complète. La plupart des femmes pauvres



Le «vestiaire» du Centre social protestant permet de s'habiller à 5 francs

ont suivi l'itinéraire typique des femmes dans notre société: elles ont vite abandonné la formation professionnelle pour privilégier le rôle d'épouse et de mère. Cette analyse est confirmée par l'enquête de F-Information: la moitié des 400 femmes contactées ne disposent d'aucun diplôme ou certificat de formation professionnelle. Les autres ont souvent choisi un apprentissage qui prépare à des formations subalternes, comme hôtesse d'accueil, réceptionniste ou aide-hôpitalière. Une division sexuelle du travail qui joue contre les femmes car, en 1987, elles sont 18% à disposer d'un revenu très bas, contre seulement 8,2% des hommes.

### LA PAUVRETÉ ISSUE DU DIVORCE

A la faiblesse des revenus vient s'ajouter la pauvreté due au divorce. Un mariage sur deux est dissout, à Genève. Comme la garde des enfants est presque toujours confiée à la mère, la pauvreté des femmes devient aussi celle des enfants. Seul un tiers d'entre eux touchent les pensions que leur père est tenu

de leur verser. Les ex-épouses n'ont pas de droit automatique à recevoir une pension alimentaire: elles sont moins d'un tiers à réussir à faire figurer une indemnité sur le jugement du divorce, mais peu d'entre elles voient les sommes réellement versées. Ces pensions non payées engendrent un fort sentiment d'injustice parmi les femmes. L'une d'elle s'indigne avec violence: «Le SCARPA (Service d'avance et de recouvrement des pensions alimentaires) déclare très vite la prétendue insolubilité du père. Il suffit qu'il disparaisse. Le Département militaire le retrouve toujours, le SCARPA jamais.»

En plus de l'application de la justice, les femmes sont nombreuses à se plaindre de l'absence d'une véritable politique familiale. «Je ne suis pas vraiment pauvre», affirme l'une d'elles, «mais je n'arrive pas à faire vivre mes enfants si je travaille à mi-temps, et je n'ai pas les moyens de les mettre en garderie». D'autres femmes vont encore plus loin, en demandant que leur travail d'éducation soit rémunéré.

La pauvreté féminine liée au divorce est interprétée par F-Information comme le prix payé par

les femmes pour leur émancipation des liens du mariage, car la grande majorité des divorces sont demandés par les femmes. Mais les deux conjoints ne trouvent pas les mêmes intérêts dans le mariage: la création d'une famille semble avantager les hommes dans leur carrière professionnelle, alors qu'elle handicape les femmes en limitant leur autonomie et leur disponibilité. La pauvreté des femmes est l'un des plus grands défis posés à l'organisation sociale. Car tout en étant insérées professionnellement, elles sont trop nombreuses à ne pas pouvoir vivre de leurs revenus.

### ÉTRANGÈRES ET SANS RESOURCES

A l'hôtellerie pour dames, dans une rue du quartier des Grottes, une trentaine de femmes occupent l'un des asiles les moins chers de la Ville. Parmi elles, de nombreuses étrangères qui ne sont pas les plus pauvres dans leur pays, mais se retrouvent sans travail et sans logement à Genève. Elles échouent dans cet ancien relais de diligence du XIXe siècle. La porte cochère au-



L'hôtellerie pour dames de l'Armée du salut

jourd'hui condamnée ouvrait naguère sur la porte Cornavin. Les postes qui circulaient entre Lyon et la Suisse faisaient halte dans ce relais; les clients dormaient dans les chambres à deux lits au sommet de l'escalier et les chevaux occupaient les boxes ouverts, aujourd'hui transformés en cagibis à un ou deux lit.

La sergente Arlette Widemann, détachée de l'Armée du salut, reçoit ses pensionnaires venues par vagues des quatre coins du globe: «Il y a eu les Portugaises,

suivies des Espagnoles pendant près d'une année. Puis des Nord-Africaines leur ont succédé. Aujourd'hui, ce sont surtout des Péruviennes qui ont laissé leurs enfants au pays pour venir étudier ou gagner un peu d'argent en Suisse.» Suzanna nous confirme la filière: «Des annonces vendent le rêve européen dans les grands journaux de Lima. Elles sont presque toujours formulées de la même façon: Vous aimeriez gagner des dollars? Vous voulez vivre comme un roi? Alors, ve-

nez en Suisse! Et les gens s'endettent auprès de leur famille pour acheter un billet d'avion. Mais une fois à Genève, poursuit Suzanna, personne ne les accueille. Ils ne parlent que quechua ou espagnol et ne trouvent pas le travail facile que l'annonce leur avait fait miroiter.» Beaucoup s'en tirent en faisant des ménages au noir.

Pour Suzanna aussi, le rêve européen s'est effrité. Venue suivre les cours de l'Institut Jaques-Dalcroze, avant de partir pour la



Roger a passé deux hivers sous un pont de Genève

France parfaire sa formation en chorégraphie, elle n'arrive pas à s'habituer au manque de relations entre les gens en Europe: «Personne ne vient vous aider par peur de déranger. Pour moi, cette politesse qu'on appelle ici culture, est la véritable pauvreté des gens. Une pauvreté surtout spirituelle.» Quand Suzanna se remémore les problèmes de survie que rencontrent les Péruviens des campagnes sans jamais connaître la dépression, elle sourit doucement devant le mal-être que certains veulent noyer dans l'alcool ou la drogue.

### LE PONT DE ROGER

Par l'apparence extérieure, chacun se fait connaître et accepter des autres. Le look reste un moyen privilégié de signer son appartenance à un groupe social. Quant au sentiment d'intégra-

tion, il découle en partie de la façon dont nous dépensons notre argent: en achetant des bijoux ou du vin, en prenant des cours de tennis ou en payant la tournée aux copains. Lorsque l'argent se fait rare, les soins apportés à l'apparence et l'éventail des objets et des services consommés sont peu à peu sacrifiés sur l'autel des privations.

Roger l'avait bien compris: il voulait réussir à monter dans l'échelle sociale à force de labeur. Mais la tuberculose l'oblige à s'exiler deux ans à la montagne pour se soigner. A son retour, les siens l'ont oublié. Il quitte alors sa Suisse alémanique d'origine pour échouer dans l'anonymat de la grande ville du bout du lac. Aujourd'hui, il en veut à la société: «A 51 ans, on ne devrait pas laisser un Suisse vivre sous un pont.» Car Roger a passé deux hivers sous un pont de Genève, dans un refuge fait de bric et de broc: de vieux matelas mainte-

nus par des listes de bois gardent la chaleur des bougies, des sacs en plastique rendent l'abri imperméable. Sur les conduites fixées au tablier du pont, un petit panneau rouge – «Danger, câble 18W» – soutient une boîte de sheba vide. Une chatte noire au poil lisse et brillant se glisse dans un panier fixé sur les traverses du pont. Demain, Roger demandera encore crédit à l'épicier du coin pour lui acheter du sheba. Pour instaurer son désordre, Roger a dû faire de l'ordre: tous les détritus ramassés pour faire place nette à son installation pourraient contre un pilier du pont, dans des sacs à ordures. Principe écologique oblige, il n'a pas voulu polluer l'Arve en les déversant dans ses eaux.

Inadapté, rejeté par les Romands, Roger reste toujours imprévisible dans ses réactions, qu'il s'émerveille devant la renaissance de la nature au printemps ou qu'il se révolte devant une société qui re-



Eddy et Maryse méditent sur la Bible avant d'aller distribuer de la nourriture à la gare

fuse de se plier à ses humeurs. La nuit, quand la lune est claire et les vapeurs de l'alcool pas encore tout à fait dissipées, il lui arrive de chanter à tue-tête sous le parapet de son pont.

### LA GARE, TEMPLE DES LAISSÉS-POUR-COMpte

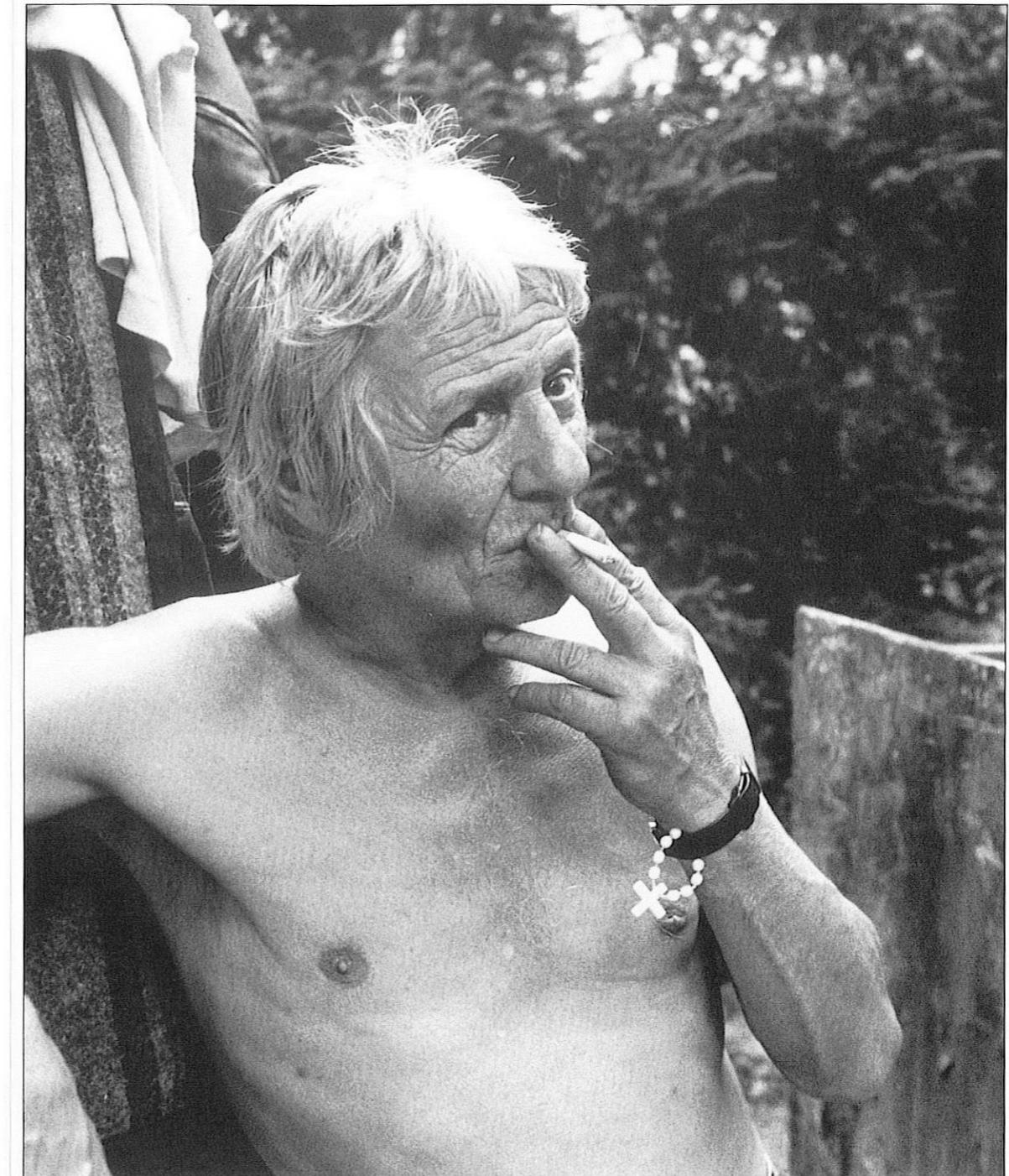
Ceux qui ne se sont pas installés dans la «zone» ou les nouveaux venus se concentrent souvent à la gare. Lieu de passage et d'anonymat par excellence, la gare voit défiler au fil des heures toute une population de laissés-pour-compte. Le centre SOS-Accueil, chapeauté par Pro Filia et l'Union suisse des amis de la jeune fille, est aux premières loges avec son bureau à côté des toilettes publiques. Son rôle se limite pourtant à aider les personnes en difficulté à prendre un train, qu'il s'agisse de jeunes enfants, de handicapés ou de personnes âgées. Mais Mme Vicenta Aranay voit souvent arriver au petit matin ceux qui ont dormi dans les parkings souterrains. Ils débar-

quent une couverture à la main, pour prendre un café que les agentes ne peuvent leur refuser. A la gare, Eddy et Maryse Nussbaum ont trouvé le terrain idéal pour apporter l'aide directe dont ils rêvaient. Trois soirs par semaine, ils passent la nuit à distribuer les snacks qu'ils ont obtenus auprès de divers commerces du quartier. Dans leur appartement de Saint-Gervais, un ménage saute le visiteur d'un vibrant «alléluia». Intérieur coquet, où une foule d'objets de collection sont disposés avec soin. Les soirs «de gare», l'effervescence gagne toute la maison. Tout d'abord, une méditation sur un texte de la Bible préside à l'opération.

### LE RENDEZ-VOUS DE ONZE HEURES

Peu avant 11 heures, Eddy, Maryse et un ou plusieurs aides chargent les pains sucrés, canapés et autres tartelettes sur un chariot légué par l'hôpital. Des thermos de café, quelques sandwichs et trois chaises en plastique sous le

bras: l'expédition est parée. A 11 heures précises, le cortège s'ébranle: une poussette avec un lumignon ouvre la marche, suivi du chariot d'aluminium. Première station: au rez de la gare, près de la consigne à main. Eddy s'affaire aussitôt à sortir les plateaux sur un char à bagage des CFF. Une quinzaine de personnes sont au rendez-vous: peu de jeunes, peu de femmes, seul un couple de squatters brise l'impression d'isolation totale dans laquelle chacun semble muré. La gare descend ses rideaux de fer à minuit. Dans un lent branle-bas, tout ce petit monde se dirige vers la deuxième station, sous les arcades de Cornavin. Une certaine chaleur émane du partage de la nourriture et du café. Peu à peu les langues se délient, chacun veut raconter ses misères ou ses révoltes, tous brûlent d'être écoutés, mais il n'y a pas une oreille disponible. Vers 3 heures du matin, certains s'éclipsent en ramassant des cartons qu'ils vont disposer dans les escaliers souterrains. Eddy ou Maryse restent jusqu'à 5 heures, à faire le tour des envi-



André et les autres vivent en parasites sur le système économique

rons et de Notre-Dame pour dénicher ceux qui n'auraient pas voulu venir jusqu'à eux. Eddy et Maryse veulent oublier leur passé, pour ne parler que de leur compassion récente pour les plus démunis. Ils insistent sur la gratitude qu'ils reçoivent des plus pauvres et entonnent un hymne à l'acte de donner. Leur action a sus-

cité un engouement parmi la population genevoise lors de la parution de reportages dans la presse. Ils demandaient quelques couvertures et quelques habits, ils ont été submergés par trois cents sacs de vêtements. Cette générosité les a pris de court: seuls quelques habits ont été distribués très largement, tous les autres

sont entassés au grenier, en attendant qu'une bonne âme dispose d'assez de temps pour tout trier.

### L'HUMILITÉ DES VIEUX

La pauvreté des vieux est une pauvreté classique. On sait depuis longtemps que l'AVS leur



A l'aube sous les piliers d'un pont

permet difficilement de vivre à Genève. De plus, le sentiment de honte qu'ils éprouvent généralement à demander assistance les encourage à se confiner chez eux et à subsister de très peu. Au Bol, où un repas chaud est servi gratuitement à midi pendant tout l'hiver, les responsables aiment bien accueillir, à côté des habitués des soupes populaires, des petits vieux qui ne peuvent plus se préparer leurs repas. Les commerçants de Saint-Gervais qui se sont mobilisés pour créer cet espace de convivialité savent qu'il y en a dans le quartier. Mais

les personnes âgées hésitent souvent à descendre les escaliers de leur immeuble pour chercher tout ce dont ils ont besoin. Pour sa part, Alain Champod, du Centre social protestant, assure que la généralisation des prestations complémentaires (OAPA) aurait en grande partie résolu la pauvreté des ainés.

#### AIDE PUBLIQUE ET PRIVÉE

L'assistance publique n'est pas un droit inscrit dans la loi cantonale

ou dans la Constitution fédérale. Mais l'esprit de ces textes tend à contraindre les pouvoirs publics à venir en aide aux plus pauvres. A Genève, contrairement au reste de la Suisse romande, les communes n'ont aucun rôle à jouer en matière d'assistance. C'est l'Hospice général, une fondation de droit public, qui a toute compétence en la matière. L'action publique a besoin de données quantitatives sur la pauvreté, car elle doit justifier – chiffres à l'appui – l'utilisation de l'argent des contribuables. L'aide fournie par les instances pu-

bliques se base donc sur de savants calculs de «moyennes des besoins à satisfaire», de barèmes et d'allocations. Le secteur privé, en revanche, n'est pas tenu d'apporter une aide égale à tous; il peut donc identifier plus rapidement les nouveaux besoins et y répondre avec plus d'individualité. En 1988, Guy-Olivier Segond voyait déjà se dessiner une certaine lassitude devant la lourdeur des organisations sociales de l'Etat. Avec la période de vaches grasses qu'a connue la République, cette bureaucratie explique l'apparition de formes spectaculaires de solidarité, comme les nuits de la gare du couple Nussbaum ou le Bol de Saint-Gervais.

Le phénomène a cependant son revers. Cette aide ponctuelle donne en effet bonne conscience à bon compte, mais ne résout rien à long terme, la charité risquant de remplacer la justice, au détriment de la dignité des pauvres. Au demeurant ni l'assistance publique, ni la charité privée n'ont réussi à éradiquer la pauvreté. Pire, de nouvelles populations tombent dans la dépendance économique ou la marginalité. Il est temps de trouver une nouvelle logique d'intégration; nous sommes au bout des possibilités offertes par une conception de la sécurité sociale vieille de quarante ans. Mais il faut reconnaître que l'évolution laborieuse de notre sécurité sociale n'a pas encouragé les partis politiques et les syndicats à se préoccuper de l'assistance publique.

#### LES PARTIS POLITIQUES RÉAGISSENT

Jusqu'en 1990, la prise en charge des pauvres n'a pas été le résultat d'une réflexion spécifique, mais elle était comprise dans les paquets de réformes constitutionnelles. En octobre 1990, deux partis politiques prennent position sur la création d'un concept de rente minimale à accorder à la population genevoise. Les socialistes déposent un projet de loi qui propose de distribuer une allocation – égale à la rente invalidité – à tous les assistés qui ac-



Près des consignes, un soir de distribution de nourriture

ceptent de formuler un programme d'insertion dans la société. Ce projet de loi arrive sur la table du Grand Conseil en même temps qu'une motion des écologistes, qui demande que les plus démunis reçoivent une somme minimale leur permettant de payer leur logement, leurs soins de santé et leur formation professionnelle. Ce système nous vient de l'Hexagone. Il est calqué sur le RMI, le «revenu minimal d'insertion». Aussi, on ne compte plus les publications, pour la plupart françaises, qui s'entassent sur les étagères de la documentation de l'Hospice général. Dans une étude sur la politique sociale en Suisse romande parue en 1988, Charles Beer et François Félix se demandaient déjà si nous devions accepter qu'une personne qui vit de petits bou-

lots soit privée de ses ressources pour des raisons économiques. De même, les deux sociologues s'interrogaient sur la légitimité du licenciement d'un(e) employé(e) qui n'arrive plus à suivre les évolutions trop rapides de son domaine de travail, un licenciement qui, à terme, peut l'obliger à recourir aux conditions lourdes et vexatoires de l'assistance publique... Ces deux exemples concernent des personnes qui étaient intégrées dans la société, avant que la crise économique ne les marginalise. Même si les milieux sociaux et politiques amorcent enfin une nouvelle réflexion sur la prise en charge des pauvres, personne n'est encore disposé à remettre en question le fonctionnement de la société, qui produit à l'envers ses propres inadaptés. □

Chantal Pannatier